



MODES DE VIE – SOBRIETE HEUREUSE



Repair café de Villeneuve d'Ascq (59) – Licence Créative Commons BY-NC-SA 2.0

D1. Alimentation

« Jésus prit les pains et, ayant rendu grâce, il les donna à la foule (...) Quand ils furent rassasiés, il dit à ses disciples : ‘rassemblez les morceaux en surplus afin que rien ne soit perdu’ » (Jn 6, 11.12)

« Nous savons qu'on gaspille approximativement un tiers des aliments qui sont produits, et que lorsque l'on jette de la nourriture, c'est comme si l'on volait la nourriture à la table du pauvre. » (LS 50)

Dans une communauté religieuse, il y a la table de la parole, la table de l'Eucharistie, mais aussi la table du repas comme lieu permettant à la communauté de se former. La nourriture présente aussi des enjeux environnementaux et sociaux majeurs. D'où ces quelques points à prendre en compte dans notre réflexion.

Gaspillage

20 à 30 % de la nourriture produite est jetée (aux différentes étapes de la production et de la consommation) ! Mais, au moins pour les dernières étapes, nous pouvons réduire le gaspillage : inscription sérieuse aux repas, attention du cuisinier ou la cuisinière (que ce soit un prestataire ou un membre de la communauté) à proposer des portions adaptées ou à accommoder les restes...

Budget

Le choix d'une alimentation socialement et écologiquement responsable peut faire augmenter les dépenses. Mais prendre en compte les questions écologiques peut aussi nous faire faire des économies : moins de produits transformés, moins de viande, moins de gaspillage... Quel serait notre juste budget alimentaire ? Il est possible de concilier contraintes budgétaires, solidarité avec les personnes en précarité et nécessité, au nom même de notre vœu de pauvreté, d'une consommation responsable en faisant le choix d'une alimentation plus simple. Notre responsabilité est à la hauteur de notre pouvoir d'achat mais des possibilités de consommer de manière responsable à moindre coût existent dans certaines coopératives de consommateurs ou entreprises locales qui proposent des produits bio non transformés à moindre coût.

Production

La prise en compte des conditions de production d'un aliment regroupe des aspects sociaux, environnementaux, économiques. Sont à prendre en compte en particulier les conditions de travail (rémunération des agriculteurs, respect des droits des travailleurs...), le respect des ressources de l'environnement et des animaux. Par exemple, une diminution de la consommation de viande peut entraîner une augmentation de la consommation d'œufs, produit pour lequel la question des conditions de vie animale se pose particulièrement (poules en plein air ? en cage ?...).

Origine

Les transports génèrent des gaz à effet de serre. Nous pouvons éviter au maximum d'acheter des produits venant de loin, surtout quand ils sont en plus issus de grandes cultures d'exportation qui concurrencent les cultures vivrières au détriment de la population. Et tout particulièrement quand ils sont importés par avion ! Le choix du local ne fait cependant pas tout : le mode de production (agriculture bio, agroécologie) a en moyenne un impact environnemental plus grand que la longueur du trajet effectué par le produit, puisque les

méthodes de production sont responsables des deux tiers des émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture (cf Barbier C., Couturier C., Pourouchottamin P., Cayla J-M, Sylvestre M., Pharabodi I., « L'empreinte énergétique et carbone de l'alimentation en France », Club Ingénierie Prospective Energie et Environnement, IDDRI, 2019)

Viande et poisson

La production d'un kg de viande de bœuf nécessite l'utilisation de 10 kg de nourriture végétale produite souvent sur des sols déforestés à cet effet. Manger de la viande tous les jours (voire 2 fois par jour) n'est pas tenable. Notre planète peut nourrir tout le monde, mais à condition d'opter pour des régimes moins carnés que ceux que nous avons dans les pays occidentaux (en sachant que les besoins en viande sont plus importants pour les enfants ou personnes âgées que pour des adultes en bonne santé dans le cadre d'une alimentation équilibrée).

Les poissons sont aussi à consommer avec parcimonie. L'élevage de poissons émet quasiment autant de CO2 que le poulet (par kg produit) et, pour beaucoup d'espèces sauvages, les réserves ne se régénèrent plus. Le WWF a publié un guide intéressant pour une consommation de poissons plus responsable : <https://www.wwf.fr/projets/consoguide-poisson-ou-comment-consommer-du-poisson-differemment>

Ressources

Les conseils de l'Ademe sur l'alimentation : <https://agirpoulatransition.ademe.fr/particuliers/maison/cuisine>

Les fiches ecojesuit « Vers une alimentation plus juste », « Eviter le gaspillage alimentaire », « Manger moins de viande » :

<https://www.jesuites.com/fiche-ecojesuit-n1-vers-une-alimentation-plus-juste/>

<https://www.jesuites.com/fiche-ecojesuit-n27-eviter-le-gaspillage-alimentaire/>

<https://www.jesuites.com/fiche-ecojesuit-n14-manger-de-viande/>

Un site qui détaille les différents labels, propose un calendrier des fruits et légumes de saison... : <https://www.mescoursespouurlaplanete.com>

Des lieux pour consommer autrement : une AMAP (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne), une « Cagette » ou une « Ruche qui dit oui » (ventes directes par des producteurs) ou d'autres systèmes de vente de paniers de légumes locaux ; La Louve, un supermarché coopératif à Paris (<https://cooplalouve.fr/>) ; La Fourche, une entreprise de vente de produits bio avec des marges réduites (<https://lafourche.fr/>)

Quelques questions pour dialoguer et discerner

1/ Comment gérons-nous les restes dans notre communauté ?

2/ Acceptons-nous de manger des produits dont la DDM (date de durabilité minimale, qui remplace l'ancienne Date limite d'utilisation optimale) est dépassée ? (*La DDM - "produit à consommer de préférence avant..." - n'indique aucune limite sanitaire mais seulement une perte possible de qualité gustative du produit*)

3/ Les ménages français consacraient 35% de leur budget à l'alimentation en 1960, 20 % en 2014 (Insee, 2015), au profit des loisirs, loyers, transports, communication et santé. Pour nous, aujourd'hui, quel pourcentage du budget communautaire est destiné à l'alimentation ? Qu'en pensons-nous ?

4/ Combien de jours sans viande sont imaginables dans notre communauté ? Est-ce que cela permet de compenser le surcoût des fruits et légumes issus d'une production durable ?

5/ Notre communauté, lorsqu'elle doit acheter des aliments, privilégie-t-elle le bio, le local, les produits de saison, les produits issus du commerce équitable... ?

6/ Pour réfléchir en communauté à ces questions, pourrait-il être intéressant d'établir des menus ensemble ?

7/ Si nous faisons appel à des prestataires extérieurs pour la cuisine, comment les choisissons-nous ?

Éco-diagnostic pour les communautés locales et les instances de gouvernement (si certains lieux de restauration dépendent directement d'elle)

1/ Les fruits et légumes que nous achetons sont :

bio : plus de 75% entre 50 et 75% entre 25 et 50% moins de 25% 0%

locaux (moins de 200km) : plus de 75% entre 50 et 75% entre 25 et 50%

moins de 25% 0%

de saison : plus de 75% entre 50 et 75% entre 25 et 50% moins de 25%

0%

2/ Les aliments originaires de pays du Sud (café, thé, chocolat, bananes...) sont équitables

plus de 75% entre 50 et 75% entre 25 et 50% moins de 25% 0%

3/ L'épicerie (céréales, légumineuses, huile...) est issue de l'agriculture biologique

plus de 75% entre 50 et 75% entre 25 et 50% moins de 25% 0%

4/ Les produits laitiers sont issus de l'agriculture biologique

plus de 75% entre 50 et 75% entre 25 et 50% moins de 25% 0%

5/ Notre communauté consomme des protéines animales hors œufs (viande, charcuterie ou du poisson) :

2 ou 3 fois / semaine max (en consommant plus de légumes secs pour remplacer la viande)

4-5 fois par semaine

Chaque jour ou plus

6/ Les œufs que nous consommons sont classés

0 (issus de l'agriculture bio) 1 (issus d'élevage en plein air)

2 (issus d'élevage au sol) 3 (issus d'élevage en cage)

Suite de l'éco-diagnostic pour les instances de gouvernement

7/ Quel pourcentage des communautés de la province font appel à des prestataires extérieurs pour la cuisine ?

7a. Nous avons des exigences particulières que nous soumettons aux prestataires extérieures en matière écologique et sociale (cahier des charges) ou nous aidons les communautés (si elles le gèrent en direct) à y réfléchir

- Oui, systématiquement Pour certaines communautés
 Non Non concerné

7b. Nous avons des lieux de formation ou d'échange sur les questions écologiques pour nos responsables d'intendance dans les grosses communautés

- Oui Non Non concerné

7c. Nous avons une réflexion et une communication au niveau de l'Institut ou de la Province pour aider les frères et sœurs à faire face au discernement entre le prix (budget, vœu de pauvreté) et la nécessaire responsabilité sociale et écologique

- Oui Non

D2. Sobriété heureuse, réduction des déchets et consommation responsable

“Là où est votre trésor, là aussi sera votre cœur” (Lc 12, 34)

« La sobriété, qui est vécue avec liberté et de manière consciente, est libératrice. » (LS 223)

« L'éducation à la responsabilité environnementale peut encourager divers comportements qui ont une incidence directe et importante sur la préservation de l'environnement tels que : éviter l'usage de matière plastique et de papier, réduire la consommation d'eau, trier les déchets, cuisiner seulement ce que l'on pourra raisonnablement manger » (LS 211)

D'après l'Ademe, les municipalités ont collecté en 2018 580 kg d'ordures / habitant. Mais si on prend en compte les déchets professionnels (BTP, industrie, agriculture, activités de soin) et ceux des collectivités, on atteint alors 5,1 tonnes de déchets produits par an et par habitant ! 66% des déchets sont recyclés ou servent à du remblayage, 6% sont valorisés énergétiquement mais encore 28% sont éliminés sans valorisation (<https://expertises.ademe.fr/economie-circulaire/dechets/chiffres-cles-observation/chiffres-cles>)

Deux méthodes pour réduire notre consommation et notre production de déchets :

La **méthode BISOU** consiste à nous poser 5 questions avant de faire un achat :

B comme besoin : Cet achat répond-il à un besoin réel ou à une simple envie ?

I comme immédiat : J'attends quelques jours avant d'acheter (ou pas) pour éviter les achats compulsifs

S comme semblable : Ai-je déjà un objet qui a cette utilité ? Certains produits sont polyvalents.

O comme origine : Quelle est l'origine de ce produit ? A-t-il été créé dans des conditions sociales et environnementales acceptables ? (se référer à l'étiquette « made in... », à des labels type commerce équitable, fibres bio...)

U comme utile : Cet objet va-t-il m'être utile ? Comment est-ce que je faisais pour m'en passer avant ?

La règle des 5R :

Refuser les produits dont je n'ai pas besoin (dons commerciaux, publicités, emballages...)

Réduire peu à peu ce que j'achète ou accumule en repensant l'acte d'achat : ce produit est-il essentiel ? Quelle est sa durée de vie ? Sera-t-il réparable ? Quelle quantité d'emballage contient-il ?

Réemployer : réutiliser ou donner ce qui peut encore servir au lieu de jeter ou d'accumuler des objets semblables. Réparer ce qui peut l'être (savons-nous que des Repair'cafés se multiplient en France, permettant de réparer l'électroménager et de le faire durer ainsi bien plus longtemps ?)

Recycler tout ce qui peut l'être (tri sélectif, déchetteries, programmes spécialisés de recyclage tel que Terracycle® par exemple)

Rendre à la terre : composter tout ce qui peut l'être et qui entrera ainsi dans le cycle de la vie, sans besoin d'énergie supplémentaire.

Le plus impactant écologiquement est de réduire notre consommation superflue. Mais, une fois ceci fait, il est également important de vérifier les conditions environnementales de production des produits ou objets que nous achetons et l'impact de leur utilisation sur l'environnement au cours de leur cycle de vie. Et bien sûr, nous ne pouvons pas ne pas faire attention aux conditions sociales de production par souci de justice et de respect.

Consommation responsable

« Les maladies liées à l'eau sont fréquentes chez les pauvres, y compris les maladies causées par les micro-organismes et par des substances chimiques. [...] Les détergents et les produits chimiques qu'utilise la population dans beaucoup d'endroits du monde continuent de se déverser dans des rivières, dans des lacs et dans des mers. » (LS 29)

Produits d'entretien

Tous les produits qui se retrouvent dans les eaux usagées sont concernés : détergents (produits de nettoyage des sols, WC...), liquide vaisselle, produits de lessive, mais aussi les savons et shampoings de douche

Les eaux usagées domestiques vont dans des stations d'épuration. Toutes les substances organiques dissoutes dans ces eaux (savon, détergent, solvants, médicaments et résidus de médicaments) sont censées être dégradées par des micro-organismes. Ceci est facile pour des produits naturels, mais compliqué pour des molécules synthétiques et des molécules fluorées et chlorées, qui risquent de se retrouver dans les eaux de surface. Il est donc important de veiller à ce que ces produits soient bio-dégradables. L'eau de javel est à utiliser avec parcimonie.

Papier

Toutes les feuilles de papier utilisées en France ont 2 faces ! Souvent on oublie qu'on peut imprimer en recto-verso. Beaucoup de documents peuvent en plus être imprimés en mode 2 pages sur une page en orientation paysage, les logiciels et imprimantes/copieuses peuvent désormais rendre ce service. Pour inciter à imprimer de cette façon, pensez à mettre une description simplifiée à côté de la machine.

Consommations diverses

Divers labels et guides permettent de comparer l'impact environnemental de nos achats. Par exemple, le guide Topten compare des appareils électroménagers, ou électroniques, selon leur durabilité environnementale (<https://www.guidetopten.fr/>).

Ressources

Le site de Zéro déchet (ou zerowaste) : <https://www.zerodechet-france.com>

Les Repair cafés pour réparer l'électroménager : <https://www.repaircafe.org>

Le site d'ENVIE, pour acheter de l'électroménager d'occasion : <https://www.envie.org/>

Le site d'halte à l'obsolescence programmée : <https://www.halteobsolescence.org>

Un site du gouvernement pour consommer autrement : <https://longuevieauxobjets.gouv.fr/consommer-autrement>

Une fiche de l'Ademe pour consommer responsable : <https://agirpoulatransition.ademe.fr/particuliers/conso/conso-responsable>

Un site de l'Ademe sur le compost : <https://agirpoulatransition.ademe.fr/particuliers/maison/jardinage/5-regles-reussir-compost>

Fiches Ecojesuit « Consommer moins » et « Consommer autrement » :

<https://www.jesuites.com/fiche-ecojesuit-n12-consommer/>

<https://www.jesuites.com/fiche-ecojesuit-n13-consommer-local/>

Les défis Déclics sont des démarches ludiques et créatrices de liens pour avancer avec des familles de votre ville ou région et être accompagné vers plus de sobriété : <https://defis-declics.org/fr/commentcamarche-defi/>

Quelques questions pour dialoguer et discerner

1/ Que privilégions-nous dans nos choix de consommation : « le moins cher » ou le « prix juste » qui tient compte du respect de la nature et des besoins du producteur ? Nous interrogeons-nous sur le lieu / mode de production des biens que nous achetons et sur leur empreinte écologique ?

2/ Comment réfléchissons-nous sur notre budget pour acheter de manière plus responsable même si c'est parfois plus cher (mais pas toujours !) ?

3/ Pourrions-nous mettre en commun nos trouvailles ou connaissances : découverte d'un site intéressant, d'une bonne adresse à proximité telle qu'une « Ressourcerie », un atelier de réparation ou des personnes qui pourraient nous aider à bricoler, auxquelles on pourrait prêter, louer ou emprunter ...

4/ Pouvons-nous prendre le temps de regarder ensemble quelques films interpellants ou certains clips de conscientisation sur le poids carbone de nos objets, calculer notre empreinte carbone individuelle ou communautaire (par exemple sur <https://nosgestesclimat.fr>)...?

Éco-diagnostic pour les communautés locales et les instances de gouvernement (pour leurs achats dont elles sont directement responsables)

1/ Pour nos petits achats, nous avons acquis le réflexe BISOU et nous réfléchissons à leur nécessité réelle avant d'acheter (surtout pour du neuf) ?

Oui Non

2/ Nous évitons de racheter systématiquement du mobilier ou appareils neufs (plusieurs réponses possibles)

Nous récupérons au maximum via des systèmes de dons, échanges... ou achetons de seconde main (ressourceries...)

Nous prenons l'habitude de fabriquer nous-mêmes ce qui peut l'être

Nous empruntons ou louons plutôt que d'acheter les objets rarement utilisés

Nous faisons un peu de tout cela mais achetons encore majoritairement du neuf

Non, nous rachetons du neuf quasi systématiquement

3/ Nous notons à quel rythme nous sortons les poubelles (ou leur poids / volume) en ayant pour objectif de réduire notre quantité de déchets

- Oui Non

4/ Nous optons pour le durable et avons abandonné les objets à usage unique

- Plus de sopalin Plus de lingettes Plus de couverts jetables
 Plus de papier aluminium Plus de film plastique Autre
 Nous n'avons pas encore d'action dans ce domaine

5/ Nous limitons notre consommation de papier (plusieurs réponses possibles)

- Nous paramétrons nos imprimantes en recto-verso par défaut
 Nous réutilisons le papier imprimé sur une seule face
 Nous imprimons en 2 feuilles par page chaque fois que possible
 Nous n'avons pas encore d'action dans ce domaine

6/ Nous recyclons tout ce qui peut l'être (plusieurs réponses possibles) :

- Nous trions l'ensemble de nos déchets (poubelles de tri, déchetterie...)
 Nous compostons nos déchets organiques
 Nous donnons plutôt que de jeter. Certaines associations collectent pour utiliser les pièces ou réparer...
 Nous n'avons pas encore mis en place d'actions particulières

7/ Les produits d'entretien et d'hygiène que nous utilisons sont éco-responsables ou faits maison

- Oui, tous En partie Non

8/ Les labels environnementaux, éthiques et équitables orientent nos autres pratiques d'achat

- Oui, le plus souvent Oui, parfois Non, pas encore

Suite de l'éco-diagnostic pour les communautés locales

9/ Nous réduisons les emballages (plusieurs réponses possibles) :

- Nous achetons en vrac ou à la pompe (céréales, fruits secs, produits d'entretien, huile...)
 Nous évitons les produits avec des emballages plastique
 Nous préférons les produits d'hygiène (savon, shampoing...) solides et/ ou en vrac
 Nous n'avons pas encore d'action dans ce domaine

Suite de l'éco-diagnostic pour les instances de gouvernement

9/ Nous sommes force de proposition/recommandation de fournisseurs écologiques et sociaux pour les communautés locales

- Oui, le plus souvent Oui, parfois Non

10/ Quels critères retenons-nous pour nos appels d'offres ? Uniquement le prix ?

- Non, nous avons défini des critères sociaux et environnementaux
- Nous regardons au cas par cas
- Oui, le plus souvent, c'est le prix...

D3. Transports et déplacements

« Accomplir le devoir de sauvegarder la création par de petites actions quotidiennes est très noble [...] utiliser les transports publics ou partager le même véhicule entre plusieurs personnes [...]. Tout cela fait partie d'une créativité généreuse et digne, qui révèle le meilleur de l'être humain » (LS 211).

Dans nos pays européens, le secteur des transports représente le deuxième secteur émetteur de CO₂, après celui des bâtiments (30% des émissions). Il contribue de manière très importante au réchauffement climatique.

Les transports constituent aussi une source importante de pollution, en particulier dans les grandes agglomérations. Les particules fines (celles dont le diamètre est inférieur à 2,5 micromètres, largement liées aux moteurs en particulier diesel) causent plus de 40000 morts prématurées par an en France, selon le rapport 2017 de l'Agence européenne de l'environnement, le dioxyde d'azote (NO₂) et l'ozone (O₃) étant responsables d'une proportion non négligeable de ces décès.

Comparaison de l'impact en termes d'émission de CO₂ des moyens de déplacements, pour un aller Paris-Toulouse avec une personne par voiture (source : Ademe) : <https://aqirpoulatransition.ademe.fr/particuliers/bureau/deplacements/calculer-emissions-carbone-trajets>



A titre de comparaison, une heure de réunion en visio émettrait d'après une étude universitaire américaine de 2021 entre 0,15 et 1 kg de CO₂ (dont 96% est lié à l'utilisation de la caméra !).

Ressources

Une fiche pratique de l'Ademe : <http://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/guidepratique-optimiser-ses-deplacements.pdf>

Fiche Ecojesuit « Se laisser déplacer » : <https://www.jesuites.com/fiche-ecojesuit-n34-se-laisser-deplacer/>

Une BD de sensibilisation du Réseau action climat (plateforme de grandes ONG françaises – dont le Secours catholique et le CCFD-Terre solidaire - pour le climat) : <https://reseauactionclimat.org/planetman/planetman-en-balade/>

Un site de covoiturage : <https://m.blablacar.fr/>

Une application pour partager la voiture pour aller à la messe : Gomesse

Voir aussi les applications gratuites d'éco-conduite téléchargeables depuis les stores

Quelques questions pour dialoguer et discerner

1/ Que nous inspirent les chiffres ci-dessus ? Quels changements dans nos comportements appellent-ils ? Dans nos pratiques personnelles, communautaires ?

2/ Comment peut-on peser (par nos votes, par du plaidoyer avec des associations telles que [Réseau action climat](#)...) sur les politiques de transports en commun, la taxation des transports polluants, la résistance aux lobbies pétroliers ?

3/ Comment l'impact sur la planète de nos voyages devient-il un critère important pour nos choix de moyens de déplacement ? Comment réduire nos voyages polluants non indispensables et imaginer des systèmes de compensation du coût environnemental et social pour ceux que nous ne pouvons vraiment pas éviter, en soutenant des projets à l'impact socio-environnemental réel (projets de reforestation villageoise, réchauds économes...) ?

4/ Si nous avons une flotte de véhicule au niveau de la Province / Région, comment envisageons-nous de la réduire et/ou de la rendre moins polluante (réduction des cylindrées, passage à l'électrique...) ?

Éco-diagnostic pour les communautés locales et instance de gouvernement

1/ Chaque fois que le trajet est possible par voie terrestre, nous prenons le bus ou le train plutôt que l'avion :

- Chaque fois que le trajet est possible en bus ou train en moins de 12h
- Chaque fois qu'il est possible en moins de 6h
- De temps en temps
- Rarement

2/ Dans les autres cas, nous réfléchissons avant de faire un trajet en avion, quitte à y renoncer parfois :

- Toujours
- Souvent
- Parfois
- Jamais

3/ Nous marchons à pied ou utilisons trottinettes ou vélos pour les petits trajets

- Toujours
- Souvent
- Parfois
- Jamais

4/ Pour les autres trajets, nous utilisons les transports en commun chaque fois que possible (bus, métro, train...)

- Toujours
- Souvent
- Parfois
- Jamais

5/ Quand il n'y a pas de solution en transports en commun, nous pratiquons le covoiturage

- Chaque fois que possible Souvent Parfois Jamais

6/ Nous avons réduit le nombre de voitures de la communauté / Province / région... en rationalisant au mieux leur usage et/ ou en utilisant l'autopartage

- Oui Non

7/ Là où l'usage de la voiture est indispensable, quel type de véhicule utilisons-nous

- Voiture électrique
 Voiture hybride
 Voiture thermique consommant moins de 7L/ 100
 Voiture thermique consommant plus de 7L/ 100
 Non concerné (nous n'avons pas de voiture ou le choix ne dépend pas de nous...)

Suite de l'éco-diagnostic pour les communautés locales

8/ Nous observons des règles d'éco-conduite (plusieurs réponses possibles) :

- diminuer la vitesse,
 arrêter le moteur en stationnement ou en file d'attente,
 vérifier la pression des pneus
 éviter au maximum la climatisation
 Non concerné

9/ Nous limitons les déplacements en privilégiant les réunions en visio-conférence quand une rencontre physique n'est pas nécessaire.

- Chaque fois que possible Souvent Parfois Jamais

Suite de l'éco-diagnostic pour les instances de gouvernement

8/ Dans la conception de nos rencontres nationales ou internationales, nous intégrons la dimension écologique des déplacements (réflexion sur les déplacements, incitation, choix du lieu ou du mode – présentiel ou distanciel – en fonction de l'impact environnemental aussi...)

- Oui, toujours Oui, parfois Non

9/ Comme instance de gouvernement, nous incitons les frères et sœurs à utiliser des modes de déplacements plus respectueux de l'environnement, par exemple (plusieurs réponses possibles) :

- En remboursant le surcoût des trajets en train ou en refusant de rembourser des trajets en avion ou en voiture seul (sans passagers) quand ils seraient possibles en train (à l'image

de certains employeurs qui ont décidé de ne plus rembourser les billets d'avion pour des trajets qui pourraient être faits en moins de 6 heures en train) ;

- En demandant à chaque frère ou sœur de parler à son responsable de communauté ou à sa communauté avant de décider d'un trajet en avion ou d'un trajet long seul en voiture pour discerner ensemble ;
- En proposant des systèmes de compensation du coût environnemental et social pour les trajets polluants que nous ne pouvons vraiment pas éviter
- Rien de tout cela encore

D4. Outils numériques

« Cela exige de nous un effort pour que [les] moyens de communication se traduisent par un nouveau développement culturel de l'humanité, et non par une détérioration de sa richesse la plus profonde. La vraie sagesse (...) ne s'obtient pas par une pure accumulation de données qui finissent par saturer et obnubiler, comme une espèce de pollution mentale. » (LS 47)

Le secteur des nouvelles technologies représente entre 6 et 10 % de la consommation mondiale d'électricité – soit près de 4 % de nos émissions de gaz à effet de serre. Et la tendance est à la hausse. Cette consommation électrique est imputable pour environ 30 % aux équipements terminaux – ordinateurs, téléphones, objets connectés –, pour 30 % aux data centers qui hébergent nos données et pour 40 % aux réseaux, les fameuses « autoroutes de l'information ».

Le numérique représente des atouts, y compris environnementaux, quand il évite des déplacements excessifs. Cependant, certains usages, comme le streaming, sont énergivores : une heure de vidéo en streaming consomme autant d'énergie qu'un frigidaire allumé pendant un an. Et, chaque heure, 10 milliards de mails sont envoyés dans le monde. Ceci fait du numérique le troisième plus gros « pays » consommateur d'énergie dans le monde (*Source : www.novethic.fr*)

La production des composants complexes des appareils exige beaucoup d'énergie, des traitements chimiques et des métaux rares dont on est en train d'épuiser les minerais précieux comme le tantale ou l'indium, et ce dans des mines où les conditions de travail sont souvent inacceptables. De plus, la plupart des composants sont fabriqués en Chine ou en Corée, pays où l'électricité provient majoritairement du charbon et cela pèse donc lourdement dans le changement climatique. Leur transport (en avion le plus souvent) vient encore alourdir le bilan. Pourtant, 88 % des français changent de portable alors que l'ancien fonctionne encore. Et seulement 38% des Français font réparer leurs appareils électriques ou électroniques, lorsqu'il sont en panne. L'habitude de jeter et remplacer est encore très forte.

Ressources

Deux fiches Ecojesuit « Réduire l'impact du numérique » : <https://www.jesuites.com/fiche-ecojesuit-n20-reduire-limpact-du-numerique/>

<https://www.jesuites.com/fiche-ecojesuit-n39-reduire-limpact-de-notre-usage-du-numerique/>

Le guide "la face cachée du numérique" de l'Ademe (téléchargeable gratuitement) :

<https://librairie.ademe.fr/consommer-autrement/4098-face-cachee-du-numerique-9791029716904.html>

Une extension à télécharger sur nos navigateurs pour mesurer l'impact environnemental des activités sur Internet : Carbonalyser

Quelques questions pour dialoguer et discerner

1/ Les usages numériques font partie intégrante de notre quotidien, toutes les sphères de notre vie sont touchées par les nouvelles technologies. Pouvons-nous identifier les points positifs et les effets indésirables de l'emprise croissante de ces nouvelles techniques de communication et d'information ? En tant qu'utilisateurs, comment pouvons-nous agir pour limiter les impacts négatifs ? Et comment utiliser ces outils de manière positive ?

2/ Savons-nous résister à l'évolution rapide des technologies qui nous pousse à acheter sans cesse du neuf ? Que savons-nous du matériel reconditionné ? Que savons-nous du traitement des déchets du numérique ? Connaissons-nous un lieu proche de chez nous pour le reconditionnement ? Par souci de sobriété, prenons-nous assez soin du matériel ? Nous efforçons-nous de garder nos équipements aussi longtemps que possible ?

3/ Relire le n° 47 de Laudato Si. Quelle distance pouvons-nous prendre par rapport aux « moyens de communication pour garder une certaine sagesse au milieu du bruit de l'information » ? Comment pouvons-nous soigner nos relations réelles avec les autres en favorisant la rencontre, l'écoute mutuelle et le dialogue, facteurs de paix ?

Éco-diagnostic pour les communautés locales et les instances de gouvernement

1/ Nous évitons la production de déchets numériques (plusieurs réponses possibles) :

- Nous luttons contre la tentation de racheter toujours de nouveaux ordinateurs, smartphones... et nous faisons réparer avant de racheter quand cela est possible
- Nous choisissons à l'achat des appareils "reconditionnés"
- Nous recyclons nos appareils en fin de vie
- Nous n'avons pas encore développé d'actions dans ce domaine

2/ Nous avons une consommation responsable du numérique (plusieurs réponses possibles) :

- Nous n'utilisons pas le streaming, qu'il s'agisse de vidéos ou de musique et désactivons la lecture automatique des vidéos YouTube, Facebook, Twitter...
- Nous réduisons le temps passé sur les réseaux sociaux
- Nous stockons les fichiers sur un disque dur plutôt qu'en ligne sur le cloud.
- Nous évitons l'envoi de pièces jointes lourdes (par exemple en les envoyant sur we transfer avec destruction automatique au bout d'un certain temps) ou de photos inutiles
- Nous avons téléchargé un moteur de recherche éco-responsable
- Nous n'avons pas encore développé d'actions dans ce domaine

Suite de l'éco-diagnostic pour les instances de gouvernement

3/ Comme instance de gouvernement, nous incitons les frères et sœurs à réfléchir autour de leurs pratiques du numérique en communauté ou en Province / Institut :

- Oui, en proposant régulièrement des temps d'échange, formation, ou outils de réflexion sur ces sujets
- Oui, de temps en temps
- Non, ce n'est pas un sujet abordé

D5. Patrimoine financier et économat

« Les finances étouffent l'économie réelle. Les leçons de la crise financière mondiale n'ont pas été retenues, et on prend en compte les leçons de la détérioration de l'environnement avec beaucoup de lenteur. » (LS 109)

Le **désinvestissement des énergies fossiles** consiste en l'élimination des placements (actions, obligations et fonds d'investissement) des entreprises impliquées dans la production d'énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz). L'ONG environnementale [350.org](https://www.350.org) a annoncé, en décembre 2015, que 500 institutions dans le monde avaient décidé de désinvestir des énergies fossiles. En 2020, c'était 1 200 institutions qui avaient désinvesti 14 000 milliards de dollars (*Source : Wikipedia, désinvestissement des énergies fossiles, consulté le 30/04/2021*). Parmi elles, des institutions catholiques, dont des congrégations religieuses, réunies dans la campagne mondiale catholique de désinvestissement des énergies fossiles : <https://prev.laudatosimovement.org/fr/divest-fr/>

Ressources

Le site du Mouvement Laudato Si (nouveau nom du Global Catholic Climate Movement) : <https://laudatosimovement.org/fr/homepage-original-5> (nombreuses ressources et initiatives sur le désinvestissement)

Le site d'Éthique et investissement : <http://www.ethinvest.asso.fr/>

Le site du Cèdre – Finance éthique : <https://www.lecedrefinanceethique.fr/>

Le label Finansol : <https://www.finansol.org/>

Une fiche ecojesuit « Choisir sa banque de façon éthique » : <https://www.jesuites.com/fiche-ecojesuit-n41-choisir-sa-banque-de-facon-ethique/>

Un classement des banques selon leur impact environnemental par Les Amis de la Terre : <https://www.amisdelaterre.org/wp-content/uploads/2019/07/guide-banques.pdf>

Quelques questions pour dialoguer et discerner

1/ Comment le dialogue s'établit-il entre l'économat (provincial, général) et les communautés locales ? Au niveau des communautés locales, nous sentons-nous tous concernés par les questions matérielles et le souci du bien commun matériel ou le fait d'avoir un/e économe, nous déresponsabilise-t-il ?

2/ Avons-nous évalué sincèrement notre capital par rapport à nos besoins actuels et à nos besoins futurs prévisibles ? Est-il inférieur ou supérieur à nos besoins ? Comment gérons-nous le rapport prudence / confiance et sobriété pour estimer nos besoins réels et pouvoir nous séparer du surplus en finançant d'autres projets porteurs de vie ? Quelle part laissons-nous à la Providence ?

3/ Quels sont nos critères pour placer notre capital ? En plus des critères sociaux, prenons-nous en compte des critères environnementaux ?

4/ Privilégions-nous (par nos investissements mais aussi nos achats...) l'économie réelle et l'emploi ou notre argent soutient-il l'accroissement d'une économie financière ?

Éco-diagnostic pour les communautés locales

1/ Nous faisons nos achats dans des entreprises à taille humaine afin de financer l'économie réelle et l'emploi plutôt que des actions et de la spéculation éventuelle

oui, en majorité oui, de temps en temps non, ce n'est pas un critère d'achat

2/ Nous avons choisi une banque socialement et écologiquement responsable pour nos comptes courants

Oui Non Non concerné

Eco-diagnostic pour les instances de gouvernement (et les communautés locales si elles ont du patrimoine propre)

1/ Nous avons choisi une banque socialement et écologiquement responsable pour nos comptes bancaires

Oui, pour tous Oui, pour la plupart Non

2/ La part de notre patrimoine placée de manière responsable (placements éthiques qui ne financent ni l'armement, ni les jeux, ni des entreprises recourant au travail forcé ou au travail des enfants..) est de :

plus de 75% entre 50 et 75% entre 25 et 50% moins de 25%

0% (ce n'est pas encore un critère pour nous)

3/ La part de notre patrimoine placée de manière vertueuse (placements solidaires qui financent des projets positifs socialement et/ ou environnementalement) est de

plus de 40% entre 25 et 40% entre 10 et 25% moins de 10%

0% (ce n'est pas encore un critère pour nous)

4/ Nous avons commencé à désinvestir des énergies fossiles

Oui, quasiment tout notre portefeuille est libre d'énergies fossiles

Oui, pour une partie Non ou très peu

5/ Comme instance de gouvernement, nous parlons des questions financières et économiques avec les frères ou sœurs de la province ou congrégation, plus largement qu'entre les seuls économes

Oui Non Non concerné

6/ Nous proposons des temps de formation pour nos économes (locaux, provinciaux...) pour évoluer dans nos manières de consommer et d'investir pour être plus écologiquement et socialement responsables

Oui, au moins une fois par an Oui, de temps en temps

Non

D6. Équilibre de vie, relations aux autres, gouvernance

« Tu travailleras six jours, faisant tout ton ouvrage, mais le septième jour, c'est le sabbat du Seigneur ton Dieu. » (Dt 5, 14)

« Nous sommes appelés à inclure dans notre agir une dimension réceptive et gratuite, qui est différente d'une simple inactivité (...) Ainsi, l'action humaine est préservée non seulement de l'activisme vide, mais aussi de la passion vorace et de l'isolement de la conscience qui amène à poursuivre uniquement le bénéfice personnel. La loi du repos hebdomadaire imposait de chômer le septième jour « afin que se reposent ton bœuf et ton âne et que reprennent souffle le fils de ta servante ainsi que l'étranger » (Ex 23, 12). En effet, le repos est un élargissement du regard qui permet de reconnaître à nouveau les droits des autres. » (LS 237)

« Beaucoup de personnes font l'expérience d'un profond déséquilibre qui les pousse à faire les choses à toute vitesse pour se sentir occupées, dans une hâte constante qui, à son tour, les amène à renverser tout ce qu'il y a autour d'eux. Cela a un impact sur la manière dont on traite l'environnement. Une écologie intégrale implique de consacrer un peu de temps à retrouver l'harmonie sereine avec la création, à réfléchir sur notre style de vie et sur nos idéaux, à contempler le Créateur, qui vit parmi nous et dans ce qui nous entoure » (LS 225)

Notre vie ne se mesure pas à son utilité. Nous pouvons participer de façon effective à une culture de la gratuité dans nos choix d'actions et dans nos relations humaines. Par exemple : être attentifs à vivre le moment présent ; entretenir un regard bienveillant sur tous quelle que soit leur fonction ou place dans la société ; avoir en mémoire la dignité de l'homme quel que soit son travail ; vivre dans une attitude de louange ; se donner sans attendre de retour...

Quelques questions pour dialoguer et discerner

1/ « La nature est pleine de mots d'amour, mais comment pourrions-nous les écouter au milieu du bruit constant, de la distraction permanente et anxieuse, ou du culte de l'apparence ? » (LS 225) Quel regard portons-nous sur la nature ? Est-elle source d'émerveillement et de contemplation ?

2/ Avons-nous le souci d'un juste équilibre entre notre travail et nos autres activités et celui d'une juste répartition des tâches au sein de notre communauté ?

3/ Comment essayer de vivre davantage le moment présent, être attentifs à ce qui nous entoure et demeurer dans une attitude de louange ?

4/ Pouvons-nous partager sur notre façon d'honorer le dimanche ? A-t-il un impact sur notre vie communautaire ? Quelle décision prendre à ce sujet ?

5/ Concernant la gouvernance :

« Le bien commun exige aussi le bien-être social et le développement des divers groupes intermédiaires, selon le principe de subsidiarité. » (LS 157)... « Rappelons le principe de subsidiarité qui donne la liberté au développement des capacités présentes à tous les niveaux, mais qui exige en même temps plus de responsabilité pour le bien commun de la part de celui qui détient plus de pouvoir » (LS 196).

Quels sont les moyens de favoriser la prise de décisions et les initiatives dans les communautés locales dans le cadre d'une bonne subsidiarité ?

6/ Y a-t-il des lieux de parole dans nos communautés, provinces, Instituts ? Sinon, comment pouvons-nous les favoriser ?

7/ Comment prendre l'habitude d'intégrer systématiquement les critères écologiques dans nos décisions ? Et, pour cela, comment écouter d'où vient chacun culturellement, géographiquement, socialement, en terme de génération, pour savoir d'où on part sur les questions écologiques et comment cela nous affecte et pour prendre des décisions sereinement ensemble ?

Éco-diagnostic pour les communautés locales

1/ Nous prenons le temps de marcher dans la nature pour la contempler et/ou la découvrir

- Oui, au moins 1 fois / mois
- Oui, au moins une fois tous les 2 mois
- Moins souvent

2/ Nous préservons du temps dans la semaine pour la gratuité, le ressourcement...

- Oui, toutes les semaines
- Oui, mais moins souvent
- Non

3/ Si nous avons des lieux d'accueil de personnes extérieures, nous leur offrons l'accès à un espace de ressourcement en lien avec la nature

- Oui
- Non
- Non concerné (pas d'accueil ou pas d'espace)

4/ Nous avons désigné un ou des membres de la communauté pour suivre les questions écologiques et nous le consultons effectivement pour les décisions

- Oui
- Non

5/ Nous avons fait un bilan carbone de notre communauté

- Oui
- Non

Éco-diagnostic pour les instances de gouvernement

1/ Comme instance de gouvernement, nous veillons à un juste équilibre entre le travail et les autres activités dans les missions des frères et sœurs

- Oui
- Non

2/ Nous aidons les frères et sœurs et les communautés à garder du temps pour la contemplation, la gratuité...

- Oui
- Non

Comment ?

3/ Un membre de la Province, Région, Institut a été désigné pour suivre notre conversion écologique

- Oui et il a un pouvoir de décision réel sur ces questions (ou est en lien direct avec une instance ayant un pouvoir de décision)
- Oui et nous le consultons régulièrement
- Oui mais il a surtout un rôle d'information, animation...
- Non

4/ Nous avons réalisé un bilan carbone de notre Province, Région, Institut

- Oui
- Non

5/ Nous avons écrit pour la Province, Région, Institut une stratégie qui nous inscrit dans un objectif de 2T de CO2 émis / an maximum ?

- Oui
- Non